



## **REVUE DE PRESSE**

**Mercredi 23 mai 2018**



# L'infographie

## Service public français: près de 90 fonctionnaires pour 1.000 habitants



Nombre d'agents publics pour 1.000 habitants dans des pays de l'OCDE en 2015

Source : OCDE, France Stratégie - Statista



INFOGRAPHIE CL

■ Le député charentais a remis hier son rapport pour mieux organiser le système des urgences ■ Il compte sur l'appui des généralistes et la mise en place d'un numéro unique ■ Réactions au cœur du Samu 16.

# Mesnier au chevet des urgences

Maurice BONTINCK et Jean-François BARRÉ

Quatre-vingt-quatre pages d'un rapport très attendu. Le député charentais Thomas Mesnier a remis à la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, ses recommandations pour «assurer le premier accès aux soins non programmés», hier à l'Assemblée nationale. Après quatre mois de travail et de rencontres, l'ancien urgentiste de l'hôpital d'Angoulême propose dix-neuf solutions pour améliorer le système de prise en charge. CL est allée confronter hier ses principales idées à la réalité du terrain, celui du Samu de Charente.

## «Les médecins doivent prendre leur part»

C'est l'un des points clés du rapport. Thomas Mesnier l'assure: «Les soins non programmés sont l'essence de la médecine générale. Ils sont prêts à l'assurer davantage, à condition qu'on les aide.» Il va jusqu'à demander «des demi-journées dédiées aux soins non programmés comme élément d'un contrat des médecins avec la population», ou la possibilité pour le pharmacien, l'infirmier ou le kiné de soigner directement, à condition ensuite de faire un compte-rendu au médecin traitant. «Il n'y a pas besoin d'avoir fait dix ans de médecine pour certaines consultations», estime-t-il.



«**Trouver des médecins, c'est une des difficultés que l'on va essayer de résoudre.**»



Le principe au centre 15, c'est que chaque appel pris par le permanencier soit transmis à un médecin régulateur.

Photos Majid Bouzzit

Et de prendre l'exemple du «pharmacien de Soyaux, très demandeur», pour mettre en place ce système rapidement. «En 2004, on avait des secteurs de garde. Les médecins faisaient des visites. Cela avait du sens. Ce n'est plus le cas», rappelle de son côté Rémi Loyant au Samu. Le sujet est sensible et repose la question des gardes de ville. «Trouver des médecins, c'est une des difficultés que l'on va essayer de résoudre.» Thomas Mesnier sait qu'il marche sur des œufs et assure qu'il ne demande pas aux généralistes déjà surchargés de travailler plus, mais de mieux s'organiser sur leur territoire. «Éviter par exemple qu'ils partent tous en même temps pour les vacances de Noël...»

## «Un numéro unique, 24h/24, avec un généraliste au bout du fil»

Le député urgentiste est en phase avec son ancien service. «À condi-

tion que ce soit un numéro seulement consacré à la santé, qu'on n'y centralise pas tous les services de secours, jusqu'à la police ou l'accueil des victimes, estime le D' Loyant. Il existe aujourd'hui une dizaine de numéros.» Il s'agit en fait d'étendre à la journée ce qu'Angoulême pratique de nuit depuis 2003. Trente généralistes se partagent les nuits, qui traitent ce qui n'est pas du domaine de l'urgence vitale. Le député LREM a chiffré l'ensemble de ses propositions, «autour de 300 millions d'euros par an, dont 72 millions pour payer ceux qui assureront la régulation». Reste à passer les arbitrages financiers du gouvernement.

## «Proposer des consultations de télé-médecines»

Voire adapter la technologie en constante évolution. «Profiteons des smartphones pour ajouter l'image à l'appel au service d'ur-

gence», envisage même Thomas Mesnier. Une consultation par Skype. «Demain, ce sera comme ça.» Rémi Loyant l'attend. «J'ose espérer un demain assez proche. Ce ne sera pas suffisant, mais si l'on peut avoir la vidéo de la petite dame qui a du mal à respirer, ça peut aider, ça peut parler. Tous les plus sont à explorer.»

## «Remettre de l'éducation à la santé dans la population»

Nous aurions perdu «certains remèdes de grand-mère», expliquait hier en conférence de presse Thomas Mesnier. Selon le député, près de la moitié des passages aux urgences ne nécessitent pas les urgences. «À Girac, on nous appelle aussi, c'est récent, pour donner le biberon d'un enfant ou pour une rage de dents», témoigne un médecin régulateur. «Mais c'est aussi parce que les gens n'ont pas de médecin généraliste vers qui

## Le chiffre

# 170 000

Le nombre d'appels reçus chaque année par le Samu 16 à Girac. C'était 50 000 il y a quinze ans. C'est la prise en compte de 70 000 patients différents qui génèrent 4 000 sorties Smur, essentiellement sur des accidents de la route et des urgences vitales à domicile.

se tourner», tempère le patron du Samu 16. Si la réponse ne convient pas, le patient risque fort de se présenter aux urgences. «C'est cela qu'il faut inverser», insiste Hervé Léon, le directeur du centre hospitalier d'Angoulême.

## Samu 16

# «Il y aura un après Strasbourg»

Du jour au lendemain, ils se sont fait insulter au téléphone. La mort de Naomi à Strasbourg, les urgentistes risquent de la payer cher. Elle a ravivé des blessures. «J'ai vécu la même chose», raconte un retraité de Saint-Yrieix, dont l'épouse est décédée quelques jours après son admission à Girac, qui n'a pas compris pourquoi on le renvoyait vers son médecin traitant. «Mon ami est mort dans mes bras, raconte pour sa part un infirmier cognacais. J'étais au téléphone avec une femme du Samu. Je lui répétais qu'il était inconscient. Elle voulait lui parler.» Au centre 15 de l'hôpital de Girac, les «permanenciers» sont sous la pression. «Je leur ai demandé d'être concentrés, professionnels, de ne pas se laisser polluer.» Rémi Loyant, le patron du Samu depuis quinze ans, a senti le climat

se détériorer. «Ça leur fait du mal. Ça nous fait du mal.» Les patients insistent. Et puis, argument ultime: «N'oubliez pas ce qui s'est passé à Strasbourg.» La charge est lourde. La fonction délicate et le contexte tendu. «Il y aura un après Strasbourg», confirme le D' Loyant. Le système a des failles, concède-t-il. Le périmètre des Samu n'est plus le même. Il est souhaitable qu'on en tienne compte. Il ne suffit pas de s'arrêter à une personne qui a mal fait son job.» À Angoulême, le Samu a opté pour la formation de ses «assistants de régulation médicale» en «compagnonnage», choisis des ambulanciers Smur «qui sont déjà sur le devant de la scène, qui ont le vécu du terrain». «Ici, on est en proximité autour de la même table», celle aussi des médecins régulateurs.

Une exigence. En vingt ans, le médecin a vu les choses basculer. «L'évolution des demandes.» On intervenait sur les accidents de la circulation, les infarctus. Aujourd'hui, on est devenu un service à la personne.» Avec des patients exigeants. «Plus il y a de patients, plus il y a de flux, plus c'est complexe. Nous ne sommes que de modestes médecins, pas des devins, plaide Rémi Loyant. Est-ce que derrière chaque mal de tête il y a une hémorragie méningée qui nécessite un scanner?» Hervé Léon, le directeur du centre hospitalier d'Angoulême, s'interroge. «On attend peut-être trop de nous.» Il sait pourtant que, face à la pénurie de généralistes, face à la demande croissante, «si le transfert se fait sur les services de Samu, il faudra mettre les moyens là où est l'activité.» «Si on continue

Rémi Loyant a vu le Samu évoluer en vingt ans. «On intervenait sur les accidents, les infarctus. On est devenu un service à la personne.»



avec +6% par an, on prendra mal en charge ceux qui viennent. Les urgences sont en souffrance, à la limite de la rupture.» «On est taillé pour 120 passages jour. On est aujourd'hui à 180», insiste Rémi Loyant. Il n'est pas seulement question de moyens, «mais de procédures, de certifications.»

J.-F. B.

# Près de mille voix pour réclamer «un avenir au service public»



Neuf syndicats ont parlé d'une seule voix hier matin dans les rues d'Angoulême.

Photo Renaud Joubert

Une fourchette basse à 700, haute à un gros millier. La manifestation d'hier matin à Angoulême, à l'appel d'une large intersyndicale (CGT, FO, CFDT, CFTC, CFE-CGC, FA-FP, FSU, Solidaires et Unsa), a réuni pas loin d'un millier de personnes, des actifs, chômeurs, «précaires» ou retraités. Le cortège s'est élancé de la gare vers 10h45 pour remonter l'avenue Gambetta, se rendre ensuite devant le palais de justice puis, pour certains, poursuivre vers le lycée Guez-de-Balzac. Dans le cortège, les manifestants issus de la fonction publique terri-

toriale, hospitalière et d'État ont insisté sur les raisons de leur colère, pour cette troisième grève nationale depuis le début de l'année: des conditions de travail «dégradées», des statuts «fragilisés», le recours «massif» aux contractuels, des salaires «à marée basse»...

## «De l'humiliation»

Des salariés et retraités du privé ont également renforcé les rangs de la manif pour dire leur «inquiétude», parfois leur «dégoût» de la politique du gouvernement Philippe. «C'est une nouvelle étape

dans la continuité du mouvement amorcé le 22 mars. Une nouvelle étape de la lutte. Les salariés ne lâchent pas et se mobilisent», souligne Samantha Dumousseau, secrétaire générale de l'union départementale CGT.

Plusieurs syndicalistes ont ainsi cité en exemple de la «casse sociale» les mesures de d'économies engagées dans les hôpitaux de Ruffec et La Rochefoucauld, ou dans les rangs de la police. «On ressent de l'humiliation dans la façon dont le gouvernement nous considère», tranche Fanny Luteau, qui représente les «territoriaux» à la CGT.

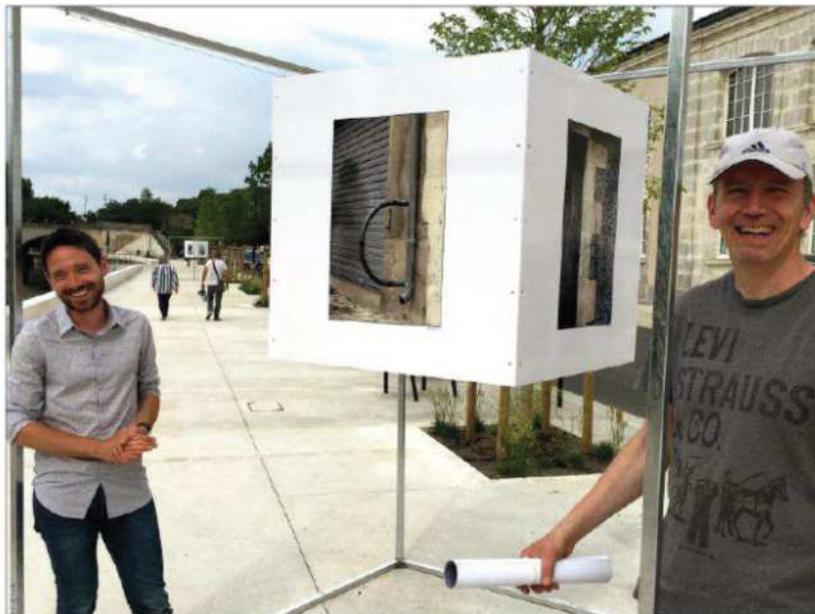
■ Depuis hier, les Quais accueillent «Cognac, de A à Z» ■ Une exposition photo de l'artiste Mark Tellok, qui invite à la découverte de la ville en déroulant l'alphabet.

# Comment découvrir Cognac... en 26 lettres

Gilles BIOLLEY  
g.biolley@charentelibre.fr

L'idée est pour le moins surprenante, originale. Elle est aussi ludique et instructive, «Pile dans ce qu'on aime à Ville d'art et d'histoire, sortir le patrimoine hors des murs, aller à la rencontre des gens et leur proposer un lien où le regard puisse se poser autrement sur la ville», appuie son animateur, Vincent Bretagnolle, lequel ne cache pas son emballement pour l'exposition photo «Cognac, de A à Z».

Certains lettres étaient plutôt faciles à percevoir, d'autres se sont révélées beaucoup plus compliquées à l'image du D, vraiment galère.



À l'image de ce D tiré d'une gouttière, les étonnants clichés de Mark Tellok (à droite) ont emballé Vincent Bretagnolle, l'animateur du service patrimoine qui organise en collaboration cette exposition à découvrir sans faute.

Photos G. B.

Partir à la découverte de Cognac façon alphabet, c'est ce que propose au public cette expo de l'artiste local Mark Tellok, en place depuis hier sur les Quais Hennessy. Montée en collaboration avec le service patrimoine, elle se pose jusqu'au vendredi 22 juin. «Voire plus si affinités. Elle restera quoi qu'il en soit jusqu'à l'inauguration de ce nouveau site dont on souhaite qu'il soit plus qu'un simple chemin de promenade, un lieu culturel à ciel ouvert», souligne Vincent Bretagnolle. Cette exposition ouvre ainsi la voie et propose donc, en sept panneaux installés le long des quais, un résumé de l'histoire de Cognac à travers vingt-six clichés

représentant chacun quatre lettres de l'alphabet. Pas de montage, juste des éléments divers, pièces sculptées, grilles, décrochets, petits détails et effets de lumière aussi, captés dans l'architecture des maisons charentaises par l'œil de l'artiste au gré de ses pérégrinations en ville. L'idée lui est venue l'an dernier,

«à force de voir ce "E" caractéristique de chez nous, ces pierres alternées sur les façades», explique Mark Tellok. «A partir de là, j'ai commencé à chercher d'autres éléments symbolisant d'autres lettres, si possible un peu partout dans Cognac pour ensuite inciter les gens à aller les découvrir de visu, et la ville par extension».

«à force de voir ce "E" caractéristique de chez nous, ces pierres alternées sur les façades», explique Mark Tellok. «A partir de là, j'ai commencé à chercher d'autres éléments symbolisant d'autres lettres, si possible un peu partout dans Cognac pour ensuite inciter les gens à aller les découvrir de visu, et la ville par extension».



Cognac de A à Z

Une déambulation dans les rues de la ville de Cognac, à la découverte des 26 lettres de l'alphabet, dissimulées dans l'architecture des maisons charentaises...

Je suis plutôt "faiseur d'images" que photographe, c'est pour cette raison que j'utilise davantage mes prises de vue comme une matière première, que comme une fin en soi. Un objet, un paysage, ou même un portrait, peut être le point de départ de l'image que je vais construire. À la manière d'un peintre, par frottements successifs, je mélange le noir, le blanc et la couleur, afin d'obtenir le point de vue qui est le mien.

Strolling up and down the streets of Cognac, and discovering the alphabet's 26 letters that are visible, on the walls of the Charente houses...

Being more a "picture maker" than a photographer, I tend to use the shots that I have taken more as a raw material to work on than using it as a plain photo. A landscape, a portrait, anything can be the starting point of the picture that will be produced. Painterly, I mix different layers of colors on their canvas. In the same way...

Un plan est à la disposition du public, matérialisant l'emplacement de ces «clichés-lettres» afin de les découvrir de visu. Une autre façon de parcourir la ville au gré de cette exposition dont Mark Tellok livre aussi les fondements et sa façon de travailler, en langue française comme en langue anglaise, pour qu'elle soit aussi accessible aux touristes.

## Économie Cybersécurité: on en parle demain à Cognac

Grand Cognac et le SPN, le Réseau des professionnels du numérique de Poitiers, organisent un petit-déjeuner de l'économie, demain jeudi, autour de la cybersécurité (1). A destination des PME, il aura lieu de 8 heures à 10 heures à La Salamandre de Cognac, avec Pierre Lorcy, qui a fondé Lorcyber l'an dernier, à Vannes. La société a ouvert une agence à Champniers, en février. Son représentant, Didier Bégay, spécialisé dans la protection des données personnelles, dévoile les grandes lignes de ce rendez-vous.

**Vous représentez Lorcyber en Nouvelle-Aquitaine. Quelle est la mission de cette société?**  
Didier Bégay. C'est d'aider les PME à faire leur job, en ayant conscience des dangers sur internet et en les aidant à s'y prémunir.

**Aujourd'hui, elles n'ont pas conscience des dangers? Non, c'est clair. Les patrons ont tendance à se dire: «Qui va s'intéresser à moi qui suis une PME de province?» Mais quelqu'un qui déploie une attaque va récolter tout ce qu'il peut récolter. Et il est plus facile pour lui de s'attaquer au sous-traitant d'un sous-traitant de Thales qu'au groupe Thales lui-même. En 2017, 76 % des entreprises de taille intermédiaire ont été touchées.**

**Cette conférence, c'est pour faire peur, en fait? Il faut savoir quels sont les risques. Un virus peut couler une boîte, peut vous faire perdre la confiance de vos clients. Mais il existe des solutions pour se protéger. Il y a déjà tout un tas de nouvelles règles qui arrivent au niveau européen. Lorcyber vend aussi des services pour répondre aux problématiques des entreprises: des solutions techniques, des formations... Nous parlerons aussi, lors de cette conférence, de la cyberassurance.**

(1) Inscription obligatoire au 05 45 83 47 19.

### CONCERT

**L'orgue en vedette vendredi à l'église Saint-Léger de Cognac.** Dans le cadre de la 24<sup>e</sup> édition du Festival international d'orgues en Charente, l'église Saint-Léger de Cognac accueille un récital d'orgue de Frédéric Ledroit, directeur artistique de l'association des «Amis de l'orgue» et organisateur de la cathédrale d'Angoulême, ce vendredi 25 mai à 21h. Au programme du trio, avec retransmission vidéo: Bach, Ledroit, Vierne... Tarifs: 10 euros, gratuit pour les enfants de moins de 12 ans et les demandeurs d'emploi. Réservations: 05 45 95 16 84

# La nouvelle vie de Babeth dans un food-truck

Élisabeth Chaignaud concocte burgers et bagels à base de produits locaux. Un changement d'orientation professionnelle à 40 ans.



«Au moins maintenant, je sais pourquoi je me lève le matin», sourit Élisabeth Chaignaud, qui a changé de voie à 40 ans. Photo J. P.

Julie PASQUIER  
j.pasquier@charentelibre.fr

**U**n de plus! Après le Truck à Pierrot, Lili's food et Globe-Trotter: c'est au tour des Démons de Babeth de se lancer dans la mode des food-trucks.

Pas à Cognac même, où Élisabeth Chaignaud s'est vu refuser l'autorisation en raison d'une offre déjà importante. Mais juste aux portes de la ville: sur le parking d'Euromaster à Châteaubernard le mardi midi et à l'entrée de l'étang de Garandeau, à Cherves-Richemont, le jeudi midi.

La concurrence? Pas de quoi faire peur à la pétillante cuisinière qui a profité de la quarantaine pour changer d'orientation professionnelle. Une libération. Employée depuis une dizaine d'années dans la grande distribution, au rayon charcuterie libre-service, elle cherchait davantage de reconnaissance.

«J'ai toujours voulu me mettre à mon compte. J'ai décidé de sauter le pas», explique-t-elle.

Dans son camion aux couleurs «girly», Babeth propose des burgers et des bagels. Jusque-là, rien de bien original... Sauf que ses mets ne sont concoctés qu'avec des produits locaux.

«Je suis allée les chercher chez des producteurs autour de chez moi», indique cette maman de trois enfants, installée à Sonnac.

## **De la truite à la tomme... des produits charentais**

Les pommes de terre sont cultivées à Matha, le fromage de chèvre arrive de Saint-Médard, le miel de Bréville, la truite de Gensac, la moutarde de Gourvillette... Pour le bœuf, c'est à Montbron, à la Ferme des Monts-Verts, que l'entrepreneuse a trouvé son bonheur. Les végétariens, eux, auront

droit aux lentilles de la Ferme de Chassagne, à Villefagnan.

«Il n'y a que pour la tomme de vache que je me suis pris la tête. J'en ai finalement trouvé à Lésignac-Durand», sourit Élisabeth Chaignaud, qui a elle-même créé la recette de son pain, qu'elle fait maintenant faire par le boulanger de Sonnac.

Mais attention, pour ceux qui chercheraient des tomates dans leur burger, c'est raté. «Pas encore la saison», répond le chef, qui les remplace actuellement par des betteraves et des carottes. Le tout à des prix plutôt abordables: entre 7 et 8,60 euros le burger entièrement local.

Élisabeth Chaignaud a commencé à tourner la semaine dernière. Elle pose aussi son camion le vendredi midi à Jarnac... et est déjà sollicitée pour couvrir divers événements. «Au moins maintenant, je sais pourquoi je me lève le matin», se réjouit-elle.

# Châteaubernard: la troupe des Templiers sur le pied de guerre pour préparer son spectacle

**J**eudi soir dernier, le metteur en scène Hubert Luqué a rassemblé toute la troupe des Templiers pour présenter le nouveau spectacle qui sera donné le samedi 30 juin prochain au «Castel» de Châteaubernard. Depuis 2010, les histoires se sont succédé dans l'imagination fertile d'Hubert Luqué, qui a déjà livré «La gourde pèlerine», «Les yeux du templier», «L'élixir du templier» et «Le sel des templiers».

## Un unique spectacle

Pour cette cinquième édition, le metteur en scène a choisi d'évoquer la construction de la commanderie de Châteaubernard vers 1170, dont il ne reste que la chapelle. Ceci en imaginant les aventures de Claudin, fils de l'architecte chargé par les moines soldats de diriger les travaux. Il sera dit «le chaufournier» par son père, qui le tient pour un bon à rien, jusqu'à ce qu'il soit obligé de lui transmettre la di-



Hubert Luqué présente son scénario à la troupe attentive.

Photo CL

rection du chantier. Comment le fils turbulent deviendra-t-il le bâtisseur de la commanderie? Comment découvrira-t-il les secrets des architectes de son temps? Cette belle histoire sera

dévoilée sur la scène du «Castel» pour un unique spectacle, par une troupe extrêmement motivée, qui débute les répétitions dès cette semaine, afin d'être fin prête pour le 30 juin.

## Le chiffre

# 31

Le nombre d'animations qui figurent dans la nouvelle brochure de l'Espace découverte en pays de Cognac. Les «Rendez-vous patrimoine» reviennent pour la deuxième année consécutive «avec une programmation variée et étonnante», assure Nicole Roy, vice-présidente de Grand Cognac, en charge de la culture. Spectacles nocturnes, escapades singulières ou historiques... seront proposées du 7 juin à fin novembre. Avec une nouveauté: les Escapades automnales qui amèneront les curieux à l'église d'Ambleville pour découvrir l'intimité des bâtisseurs, ou sur la route des temples protestants.

## » La phrase

*Chez nous, on se tient chaud*

**Monique Filloux, au Domaine de la Pouyade à Juillac-le-Coq,**

accueillera à la fin de l'été un concert dans le cadre de Festi'Classique. C'est programmé le 4 septembre, mais c'est déjà complet. «56 personnes ont réservé, j'en ai sept sur liste d'attente», compte la propriétaire, qui espère pouvoir faire plaisir à tout le monde. Pour les cinq autres concerts programmés, pas de problème. Il reste encore des places. Le festival démarrera le vendredi 31 août chez Meukow avec «Le Messie» de Georg Friedrich Haendel. Il se refermera le mardi 18 septembre chez Courvoisier. Entre les deux, une programmation étonnante (lire aussi notre édition du 18 avril). Toute la programmation est à retrouver sur le site internet [www.festi-classique.com](http://www.festi-classique.com). Billetterie en ligne.

### ■ SAINTE-SÈVÈRE

**Collecte de pneus par Calitom mardi.** Calitom, le service public des déchets, a mis en place un nouveau service pour l'élimination des pneus des particuliers. Pour des raisons de sécurité et de réglementation, le dépôt ne s'effectue pas en déchetterie, mais sur des sites en Charente, à des dates précises et sur inscription. La prochaine collecte aura lieu ce mardi 29 mai de 10h à 12h et de 14h à 17h sur le site de Calitom à Sainte-Sévère. Les pneus pris en charge sont limités à quatre pneus par foyer pour les véhicules légers et à deux pour les motos. Pour les autres types de pneus (professionnels, agricoles, poids lourds...), il est nécessaire de contacter une entreprise spécialisée. Seuls les pneumatiques des particuliers, propres, secs, non déchirés et sans jante seront acceptés. Inscription obligatoire au 0 800 500 429.

# Banlieue: discours de la «méthode»

■ Pas de plan chiffré mais un changement de «méthode» ■ Macron a dévoilé une série de mesures pour les quartiers ■ Qui s'inspirent, en partie seulement, du rapport Borloo.

«**J**e ne vais pas annoncer un plan banlieues», a déclaré hier le chef de l'État, dans la salle des fêtes de l'Élysée où étaient réunis plus de 600 acteurs de terrain et presque tout le gouvernement, pour assister à la présentation de son action pour les quartiers défavorisés. Il a appelé à «changer de méthode» pour sortir de l'«assignation à résidence» les habitants de ces communes.

Pendant une heure trente, le chef de l'État a donc déroulé une longue liste de mesures, en donnant un rendez-vous d'étape en juillet à divers acteurs de cette «mobilisation». Un «comité de suivi», composé de personnalités tournantes, se réunira ensuite tous les deux mois, a-t-il détaillé.

Les banlieues «ne demandent pas d'assistance» mais leur «place dans la République», avait auparavant déclaré Jean-Louis Borloo, auteur d'un rapport très commenté sur l'avenir des 1.300 quartiers prioritaires en métropole où habitent cinq millions de personnes. L'ancien ministre préconisait d'investir 48 milliards d'euros.

Si toutes les mesures n'ont pas été reprises par Emmanuel Macron, si elles ne sont pas chiffrées, «tous les sujets du rapport ont été cochés», s'est félicité l'ancien ministre de la Ville après le discours. Mais du côté des élus, qui croyaient beaucoup au plan Borloo, la déception était palpable. «Il y a un défaut de concret», a par exemple estimé Patrice

Bessac, maire PCF de Montreuil (Seine-Saint-Denis), en déplorant «un sentiment de poudre aux yeux». Stéphane Gatignon, l'ex-maire de Sevran, a fustigé les «petits pas» de Macron.

Voici les principales mesures annoncées hier:

## 30.000 stages de troisième

Alors que le chômage touche un quart de la population et un tiers des jeunes de ces quartiers, Emmanuel Macron a annoncé que 15.000 stages de 3<sup>e</sup> allaient être proposés par les entreprises et 15.000 autres par l'État pour en faire profiter les jeunes des quartiers en difficulté qui ont beaucoup de mal à en trouver. Une «bourse des stages» sera mise en place d'ici septembre.

## Du «testing» dans les grandes entreprises

Les 120 plus grandes entreprises seront soumises à des «testing» (tests anonymes) pour détecter les cas de discrimination à l'embauche, au rythme de 40 par an pendant trois ans.

## 30.000 places de crèches

«30.000 places en crèche» seront créées pour favoriser le travail des femmes avec une subvention de «1.000 euros par place» dans les quartiers, a dit le chef de l'État.



Le chef de l'État a présenté ses mesures devant plus de 600 acteurs de terrain et presque tout le gouvernement.

Photo AFP

## Plan de lutte contre le trafic de drogue

Rappelant que des policiers avaient été mis en joue lundi par des hommes armés de kalachnikovs dans une cité sensible de Marseille (lire ci-dessous), le chef de l'État a annoncé un plan de lutte contre le trafic de drogue «d'ici juillet». Dénonçant un «embrasement des trafics», il s'est prononcé pour «un plan de mobilisation générale» contre ces «trafics internationaux» qui «conduisent aux pires des crimes». Il a réaffirmé au passage son opposition à la légalisation du cannabis.

## Coordonnateur contre la radicalisation

Le chef de l'État a évoqué «le problème de la radicalisation». «Le Premier ministre a annoncé une stratégie très structurée en février de lutte contre la radicalisation» et un coordonnateur sera présenté dans quelques jours pour «s'assurer de la mise en œuvre de l'ensemble de cette stratégie», a rappelé Emmanuel Macron. Il a aussi souhaité que les préfets «échangent» avec les maires sur la présence dans leurs communes des personnes fichées pour radicalisa-

tion islamiste identifiées comme les plus à risque, recensées dans le fichier FSPRT (Fichier des signalements pour la prévention et la radicalisation à caractère terroriste). Près de 20.000 personnes y sont recensées.

## Création d'une «instance de recours»

Emmanuel Macron s'est dit favorable à la création en juillet d'une «instance de recours pour les habitants comme les élus» et à un «débat d'évaluation sur l'équité territoriale au Parlement».

Submergée par un afflux de connexions, la nouvelle plateforme d'entrée dans les études supérieures a fini par rendre ses premières réponses hier. Beaucoup de jeunes restent dans le flou.

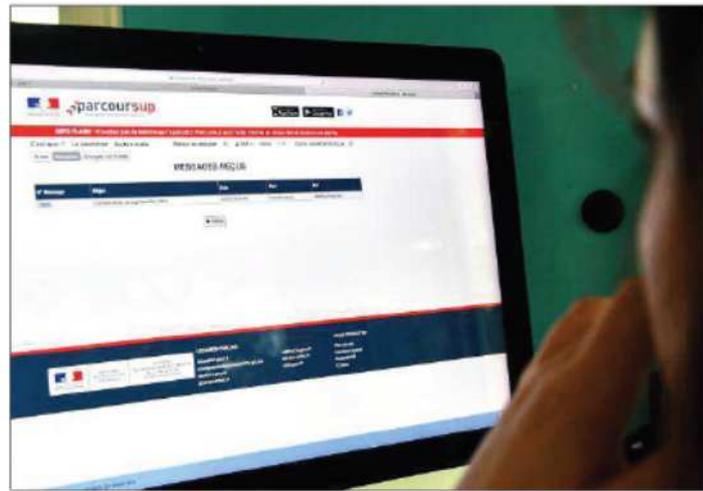
# Parcoursup: l'heure de vérité... ou pas

Sur Twitter, une avalanche de messages s'est déclenchée quelques secondes après 18h hier, traduisant les frustrations des lycéens et étudiants en réorientation devant le site Parcoursup bloqué. Avant que les messages de soulagement ou de déception prennent le relais. L'afflux de connexions a conduit à l'ouverture d'un site de désengorgement.

«Tout ne se jouait pas aujourd'hui», a déclaré le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer

sur CNews. «Les élèves en attente, dans de très nombreux cas, vont avoir une place», a-t-il assuré.

Colin, redoublant en Terminale S à Vanves (Hauts-de-Seine), avait formulé 10 vœux: il est refusé pour deux d'entre eux et «en attente pour les autres». «Je ne suis pas très étonné», réagit-il. «Je vais attendre de voir comment la situation évolue, dans quelques jours». Clément, en Terminale ES en banlieue parisienne, est déçu: il a eu deux réponses positives mais pas



L'afflux de connexions a conduit à l'ouverture d'un site de désengorgement. Photo AFP

sur les vœux auxquels il tient le plus. Sur son choix préféré, une licence de sciences politiques à Paris-1, il est 5.000e sur la liste d'attente (sur 6.500 candidats). «Je savais que mes chances étaient maigres mais je ne m'attendais pas à être si mal classé».

810.000 inscrits sur Parcoursup pouvaient potentiellement se connecter sur la nouvelle plateforme, pour connaître les réponses à leurs souhaits. Le ministère de l'Enseignement supérieur ne doit donner les chiffres que ce matin.

Les réponses données sur Parcoursup sont «oui», «non» ou «en attente» pour les filières sélectives (classes prépa, BTS, DUT, double-licences etc.), comme les années précédentes. Pour les filières non sélectives, c'est «oui», «en attente» ou «oui si», si l'université considère que le candidat ne possède pas les connaissances et compéten-

”  
Les élèves en attente, dans de très nombreux cas, vont avoir une place.

## Après les réponses, que faire?

S'il reçoit plusieurs «oui», le jeune doit n'en garder qu'un seul et donc renoncer aux autres, dans un délai d'une semaine. Il peut aussi garder un ou plusieurs vœux «en attente». Pour les candidats qui n'ont reçu que des «non» à leurs vœux - et n'avaient donc postulé qu'à des filières sélectives -, des commissions se réunissent dans chaque académie pour examiner les dossiers et proposer une place proche des vœux du candidat malheureux.

Les dates limites pour les réponses sont précisées dans les mails et alertes reçus par les candidats. Les places auxquelles les jeunes renoncent sont «immédiatement» remises dans le système. Le système, et donc les listes d'attente, est actualisé chaque jour, avant le début des cours. Le rang sur les listes d'attente sera communiqué par toutes les filières, sélectives et non sélectives, une nouveauté.

ces requises. Il est accepté à condition qu'il s'engage à suivre un parcours d'accompagnement.

Cette année, les dossiers de tous les candidats ont été classés par les universités, y compris pour les filières non sélectives, à savoir les licences générales. Une mesure dénoncée comme une «sélection» à l'entrée à la fac, selon les opposants à cette procédure. La contestation à un classement des dossiers a provoqué manifestations et blocages d'universités.

# Une troisième mobilisation en baisse

«**M**almenés» par un gouvernement qui «*veut tout privatiser*», infirmiers, postiers ou enseignants ont manifesté pour défendre leur statut et les services publics, lors de leur troisième journée de mobilisation depuis l'élection d'Emmanuel Macron. Dans leur viseur: la suppression de 120.000 postes durant le quinquennat, le report d'un an du plan de revalorisation des carrières des fonction-

naires (PPCR), le maintien du gel du point d'indice qui sert au calcul des salaires, et le rétablissement du jour de carence (paiement du salaire à partir du deuxième jour d'arrêt maladie).

## 125 interpellations

Fait inédit depuis 2010, tous les grands leaders syndicaux étaient présents. Le fonctionnement des écoles et collèges était aussi perturbé, de même que l'ac-

cueil dans les crèches, des avions étaient cloués au sol et des coupures de courant étaient annoncées.

Le ministère de l'Intérieur a cependant compté 139.000 manifestants en France (dont 15.000 à Paris), contre 323.000 le 22 mars et 209.000 le 10 octobre, date de la 1<sup>ère</sup> journée d'action.

À Paris, 16.400 personnes ont pris part au défilé, d'après le comptage du cabinet Occurrence pour un collectif de médias.

La manifestation a été aussi marquée par des échauffourées entre forces de l'ordre et manifestants cagoulés. Au total, 24 personnes ont été interpellées en marge de la manifestation, et 101 autres ont été arrêtées dans le lycée Arago dans «*un premier temps pour contrôle d'identité*», a précisé la préfecture. Après dispersion du cortège, plusieurs dizaines de personnes avaient pénétré dans cet établissement.



Photo AFP

# Cet après-midi



## Eclaircies, averses mais orages sur le Poitou.

Le ciel est variable, avec une alternance de passages nuageux et de belles éclaircies, et toujours un risque d'averses l'après-midi. Ces averses resteront faibles sur les Charentes, voire marginales au sud, alors que des orages menacent davantage sur le Poitou. Vent variable faible, puis d'Ouest à Nord-Ouest faible à modéré l'après-midi en bord de mer. Les températures sont quasi estivales.

### Judi



### Vendredi



### Samedi



### Dimanche



### Lundi



### Mardi



### HIER

Mini / 16h

# Écoles : un an de réformes tous azimuts

**ÉDUCATION** Depuis son arrivée au ministère, Jean-Michel Blanquer a lancé de nombreuses réformes. Ce qui a changé, ce qui va changer, ce qu'en pensent des spécialistes : le point

JULIEN ROUSSET  
j.rousset@sudouest.fr

Le 17 mai 2017, Jean-Michel Blanquer devenait ministre de l'Éducation nationale. Un quasi-inconnu, à l'époque, pour la majorité des Français. Cet agrégé de droit public n'était jamais descendu dans l'arène politique et médiatique. Les professionnels de l'Éducation connaissaient bien, eux, cet ancien recteur, qui fut, sous Nicolas Sarkozy, directeur général de l'Enseignement, le numéro deux du ministère. Une personnalité de la société civile donc, mais très au fait des rouages de l'Éducation nationale.

Jean-Michel Blanquer a vite annoncé un grand nombre de réformes, commençant par détricoter le travail de ses prédécesseurs rue de Grenelle. Rétablissement des classes bilangues, assouplissement de la réforme du collège, marche arrière sur la semaine de quatre jours et demi... Il est aujourd'hui l'un des ministres les plus populaires du gouvernement, en particulier chez les sympathisants de droite.

« Il bénéficie d'un contexte très favorable aux réformes, analyse l'ancien recteur Bernard Toulemonde. Après des années et des années d'atémoulements, de filiosité, tout le monde juge que pour l'Éducation nationale, le statu quo n'est plus possible. Cela fait consensus dans l'opinion publique, chez les parents, chez les profs... »

Un sondage commandé par le Snes, syndicat du second degré, et réalisé cet hiver auprès de 603 enseignants en collège et en lycée, décrit

une profession partagée sur l'action du ministre. Les profs jugent, dans leur grande majorité, que leurs conditions de travail se dégradent. Ils sont une courte majorité à être en désaccord avec la réforme du lycée et du bac. Mais ils approuvent massivement le retour des classes bilangues, ou le dispositif « devoirs faits ».

## 1 Doublement des classes de CP et de CE1

Emmanuel Macron l'avait promis, ce fut l'une des premières mesures mises en œuvre par son ministre : près de 2 500 classes de CP situées dans des quartiers défavorisés (en Rep +, réseau d'éducation prioritaire) ont été créées dès la rentrée dernière, l'idée étant de « dédoubler » ces classes. Concrètement, on divise par deux les classes, avec un professeur pour 12 élèves.

« Cette mesure est pour moi à l'avant-garde de la lutte contre les inégalités parce qu'elle nous permet d'agir à la racine », relève, dans une interview accordée ce week-end au « Journal du dimanche », Jean-Michel Blanquer, qui a fait du primaire sa priorité.

Ce dispositif devrait monter en puissance à la rentrée prochaine, l'objectif étant qu'il concerne d'ici à 2019 tous les CP et CE1 en éducation prioritaire.

« Notre crainte, c'est qu'il y ait beaucoup de fermetures de petites écoles en milieu rural à la rentrée prochaine, pour que les enseignants soient redéployés vers ce dispositif », s'inquiète Graziella Danguy, représentante de la FSU en Gironde.

## 2 Une révision profonde pour le bac

Jean-Michel Blanquer a annoncé en février une refonte radicale du baccalauréat. Principaux changements : il n'y aura plus que quatre épreuves écrites (le français en fin de première, la philo fin juin en terminale et, toujours en terminale, deux « spécialités » choisies par l'élève) ; le contrôle continu pèsera pour 40 % de la note finale ; les lycéens devront passer un grand oral de vingt minutes, et travailler davantage leur expression orale. La mise en œuvre est prévue lors de la session 2021.

## 3 Rythmes scolaires : retour massif aux quatre jours

En juin 2017, Jean-Michel Blanquer signait un décret proposant aux communes une organisation « à la carte » : libre à elles de rester à 4,5 jours, fidèles donc à la réforme Peillon de 2013, ou de revenir à 4 jours. Depuis, marche arrière toute ! À la rentrée prochaine, 70 % des communes françaises auront renoncé à l'école le mercredi matin. « C'est à mon sens la décision la plus contestable de Jean-Michel Blanquer. Il a choisi de satisfaire les profs et l'opinion publique. Mais tout le monde sait que les journées des écoliers sont beaucoup trop chargées, et qu'une demi-journée de plus pour le travail scolaire, ça allait dans le bon sens », regrette Bernard Toulemonde.

## 4 « Devoirs faits » : dans 70 % des collèges

Le dispositif des « Devoirs faits » a été lancé à la rentrée des vacances de la



En novembre dernier, le ministre de l'Éducation, Jean-Michel Blanquer, a visité deux classes de CP dédoublées dans le quartier sensible de la Reynerie, à Toulouse. ARCHIVES REMY CASALDAVATP

Toussaint. Il s'agit de proposer un accompagnement aux collégiens pour faire leurs devoirs dans l'établissement, sachant qu'à la maison, les parents ne sont pas toujours en mesure d'aider leurs enfants. La mise en œuvre est encore hétérogène mais selon le ministère, 70 % des collèges l'appliquent.

## 5 Et aussi : Parcoursup, dictée, portable...

Le ministre a bien entendu contribué à la mise en place de la plateforme Parcoursup (lire ci-contre), à la chaudière du lycée et de l'enseignement supérieur. Mais sur ce sujet sensible, il se montre plutôt discret et laisse prudemment sa collègue mi-

Frédérique Vidal, monter en première ligne.

Il a aussi publié fin avril quatre circulaires à l'attention des enseignants de l'école primaire, qui égrainent des recommandations très précises sur l'apprentissage de la lecture, de la grammaire et du calcul, préconisant, par exemple, la dictée quotidienne. Une initiative diversement accueillie par les enseignants. « Le problème avec Jean-Michel Blanquer, c'est que quand on l'écoute, on a l'impression de ne pas savoir faire notre métier », déplore Graziella Danguy (FSU).

Quant à l'interdiction du portable au collège, promise par le ministre, elle devrait faire l'objet d'une proposition de loi en juin, pour une application dès la rentrée prochaine.



18 juin 2017  
Classes bilangues : un arrêté rend possible leur rétablissement.



28 juin 2017  
Rythmes scolaires : un décret propose aux communes une organisation « à la carte ».

28 août 2017  
Doublement des classes de CP dans les quartiers défavorisés : mise en place. C'est la mesure phare de la rentrée 2017.



6 novembre 2017  
« Devoirs faits » : lancement de ce programme, un temps d'étude accompagné. 25% des collégiens en bénéficient.



15 janvier 2018  
Parcoursup : mise en ligne, avec le ministre de l'Enseignement supérieur Frédérique Vidal, de la plate-forme.



14 février 2018  
Baccalauréat : annonce de la réforme, pour une application en 2021.



21 février 2018  
Redoublement : signature d'un décret qui assouplit, légèrement, le recours au redoublement.

# « Conservateur et prudent »

**POINTS DE VUE** Blanquer vu par François Dubet, sociologue, et Bernard Toulemonde, ancien recteur

**François Dubet.** « Jean-Michel Blanquer est un homme qui connaît très bien l'Éducation nationale. Il fut, notamment, le numéro deux du ministère. C'est un ministre habile, qui échappe à nos catégories habituelles : il est à la fois réformateur et conservateur, c'est une combinaison étonnante.

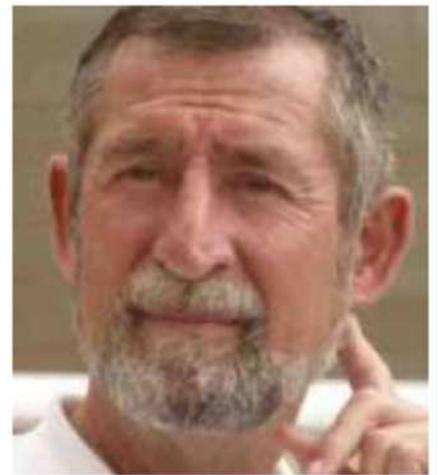
D'une part, il se présente comme un pragmatique, à l'écart de l'idéologie, du clivage gauche/droite. Il dit : « Voilà le problème, voilà ce que nous apprennent les comparaisons internationales et la science, voilà ce que je vais faire ». Incontestablement, il conduit de vraies réformes, comme la réforme du baccalauréat, qui est considérable. Mais d'autre part, il ne



**François Dubet.** ARCHIVES T. DAVID

cesse d'envoyer des messages très conservateurs, tout sauf neutres idéologiquement, des signaux de droite. Clairement, il s'adresse au lectorat du « Figaro Magazine » et de « Valeurs Actuelles ». Il sait que les Français sont conservateurs en matière scolaire, à commencer par les professeurs : en permettant un large retour à la semaine des quatre jours, il a donné un gage au conservatisme enseignant. »

**Bernard Toulemonde.** « Depuis un an, Jean-Michel Blanquer a mené plusieurs réformes très positives : le doublement des classes de CP dans les quartiers d'éducation prioritaire, les devoirs faits au collège, l'allègement du bac, qu'on réclamait depuis trente ans, l'introduction d'un grand oral, la réforme du lycée, qui donnera plus de souplesse aux lycéens pour leur orientation... En revanche, je suis déçu sur la méthode. Jean-Michel Blanquer parle beaucoup d'autonomie, d'expérimentation, de confiance. Mais dans la pratique, il est très jacobin. Bonapartiste même ! Traditionnel en fait... Dans les récentes circulaires qu'il a adressées aux enseignants sur l'écriture, la lecture ou le calcul, il entre dans des préconisations



**Bernard Toulemonde.**

ARCHIVES « SUD OUEST »

vraiment infimes, comme s'il ne faisait pas confiance aux professeurs... Le deuxième point sur lequel je juge cette première année décevante, ce sont les ressources humaines. Rien n'a bougé, alors qu'il faudrait donner plus d'autonomie aux établissements, régionaliser un peu plus le recrutement... Un décret du 25 avril consolide même le barème, ce système archaïque qui encadre les promotions, les mutations, et fonctionne essentiellement à l'ancienneté, tenant peu cas du mérite... Jean-Michel Blanquer est extrêmement prudent sur ce terrain. Ceci explique peut-être que ses réformes ne suscitent pas trop de résistances chez les enseignants. »

# Hier, c'était le grand soir pour Parcoursup

**UNIVERSITÉS** La plateforme a livré hier les premières réponses aux souhaits de quelque 810 000 lycéens et étudiants en réorientation

Le site Parcoursup a délivré hier, en début de soirée, ses premières réponses aux souhaits des lycéens désireux d'entamer des études supérieures. La plateforme a dû faire face à un afflux de connexions, qui a conduit à l'ouverture d'un site de désengorgement.

Sur Twitter, une avalanche de messages s'est déclenchée quelques secondes après 18 heures, traduisant les frustrations des lycéens et étudiants en réorientation devant le site bloqué quelques minutes. Avant que les messages de soulagement (« Je suis prise ! ») ou de déception (« Super, tous mes vœux en attente, le stress continue ») prennent le relais.

Les quelque 810 000 inscrits sur Parcoursup pouvaient potentiellement se connecter sur la nouvelle plateforme pour connaître les réponses à leurs souhaits. Le ministère de l'Enseignement supérieur n'a pas donné de chiffres globaux hier soir mais a indiqué, par la voix de sa ministre, qu'environ la moitié des candidats devraient avoir une réponse positive dès mardi soir.

## Parcours d'accompagnement

Les réponses données sur Parcoursup sont « oui », « non » ou « en attente » pour les filières sélectives (classes prépa, BTS, DUT, double-licences etc.), comme les années précédentes. Pour les filières non sélectives, c'est « oui », « en attente » ou « oui si », si l'université considère que le candidat ne possède pas les connaissances et les compétences requises. Il est accepté à condition qu'il s'engage à suivre un parcours d'accompagnement.

Cette année, pour la première fois, les dossiers de tous les candidats ont été classés par les universités (du moins en théorie), y compris pour les filières non sélectives, à savoir les licences générales. Une mesure dénoncée comme une « sélection » à l'entrée à la fac, selon les opposants à cette procédure qui a fait l'objet d'une loi au printemps.

Les deux principaux syndicats étudiants, la Fage (qui a soutenu la réforme) et l'Unef (qui est contre) ont lancé comme chaque année leur dispositif d'aide aux lycéens : sos-parcoursup.fr pour la Fage et sos-inscription.fr pour l'Unef, qui entend bien



La plateforme Parcoursup a fait face hier soir à un afflux de connexions. ARCHIVES T. DAVID

ainsi recenser « l'ensemble des difficultés ». S'il reçoit plusieurs « oui », le jeune doit n'en garder qu'un seul et donc renoncer aux autres, dans un délai d'une semaine. Il peut aussi garder un ou plusieurs vœux « en attente » (et renoncer aux « en attente » qui au final ne l'intéressent pas).

## Dates limites pour répondre

Pour les candidats qui n'ont reçu que des « non » à leurs vœux – et n'avaient donc postulé qu'à des filières sélectives –, des commissions se réunissent dans chaque académie pour examiner les dossiers et proposer une place proche des vœux du candidat malheureux.

Les dates limites pour les réponses sont précisées dans les mails et les alertes reçus par les candidats.

Les réponses sont communiquées sur le dossier personnel Parcoursup ou sur l'application mobile si le jeune l'a téléchargée, ainsi que les dates limites pour les réponses. Il faudra cliquer sur « j'accepte » ou « je renonce » pour une proposition, et « je maintiens » ou « je renonce » pour un « en attente ».

Les places auxquelles les jeunes renoncent sont « immédiatement » remises dans le système. Ce dernier, et donc les listes d'attente, sont actualisés chaque jour, avant le début des cours.

# Macron plante Borloo

**BANLIEUES** Le chef de l'État a évoqué hier matin sa politique des quartiers et des cités. Il n'a pas retenu grand chose du rapport Borloo. Les maires sont déçus

BENOÎT LASSERRE  
b.lasserre@sudouest.fr

Emmanuel Macron à 40 ans. Si on rappelle l'âge du président de la République, c'est que lui-même y a fait allusion dans un discours fleuve de 90 minutes comme il les aime, hier matin à l'Élysée, en évoquant ce qu'il voulait faire en faveur des banlieues et des quartiers défavorisés. « Je ne vais pas annoncer un plan villes, a-t-il précisé. Cette méthode des plans est aussi âgée que moi. Elle a apporté des choses mais aujourd'hui poursuivre dans cette logique, c'est poursuivre dans l'assignation à résidence, la politique spécialisée. Je n'y crois pas. »

Une pierre dans le jardin de Jean-Louis Borloo (qui a 67 ans), auteur d'un rapport sur la banlieue, à la demande du chef de l'État, et remis il y a presque un mois au gouvernement. L'ex-ministre de la Ville, dont les préconisations ont suscité beaucoup d'espoir chez les maires de banlieues (et pas seulement eux, comme Alain Juppé par exemple), était évidemment présent à l'Élysée et s'est déclaré « très satisfait » des annonces d'Emmanuel Macron en assurant qu'il y retrouvait les 19 points de son rapport.

## « L'antisémitisme empire »

Sans doute une façon pour lui de sauver la face et de ne pas insulter l'avenir car le chef de l'État n'a en fait pas retenu l'essentiel du travail de l'ex-ministre et a beaucoup insisté sur les mesures de sécurité qu'on reprochait à Jean-Louis Borloo d'avoir laissées en

plan. Emmanuel Macron, qui a rappelé la création de la police de sécurité du quotidien, a ainsi promis aux maires une information sur les personnes à risque (les fichés S, pour ne pas les nommer) présents sur leur commune. Le président de la République s'est de même déclaré en faveur « d'une société de la vigilance pour lutter contre les violences et les dérives. » Une idée évoquée dans les colonnes de « Sud Ouest » (édition du 16 mai) par François Bayrou après l'attentat dans le quartier de l'Opéra à Paris.

Le chef de l'État s'est par ailleurs inquiété « d'un embrasement des trafics de drogue et de stupéfiants dans les cités » ainsi que de l'antisémitisme « qui est en train d'empirer dans les banlieues. » Il a promis un arsenal de lutte contre ces deux fléaux, rappelant au passage son opposition à la légalisation du cannabis.

## Tests anti-discrimination

Sécurité dans la main droite, emploi et intégration dans la main gauche. Emmanuel Macron veut ainsi encourager les entreprises, dont les 120 plus grandes du pays, à prendre leur part dans la lutte contre le chômage qui touche un jeune sur trois dans les cités. Le chef de l'État s'engage aussi à ce que l'État finance des détecteurs de discrimination à l'embauche.

Autre mesure sociale, 30 000 stages de troisième, faits pour découvrir une entreprise, seraient proposés à des jeunes de quartier qui ne disposent pas du réseau nécessaire pour accomplir cette immersion d'une semaine.



Jean-Louis Borloo a remis au gouvernement un rapport sur la banlieue, il y a un mois. Hier, l'ancien ministre était à l'Élysée pour entendre les propositions d'Emmanuel Macron sur le sujet. PHOTO AFP

Enfin, puisque la France est à l'heure du nouveau monde, un site Internet « La France, une chance » permettra aux habitants des quartiers et des banlieues d'alerter les pouvoirs publics sur ce qui ne va pas. Peut-être les maires concernés commenceront-ils à y écrire que ce sont les annonces du chef de l'État qui ne vont pas. Car la déception dominait chez eux au terme du discours de l'Élysée.

## « Un truc qui s'étiole »

« Je trouve qu'il n'y a pas grand-chose dedans, j'attendais un discours politique qui redonne confiance et on a un truc qui s'étiole un peu », a ainsi déploré Stéphane Gatignon, l'ex-maire de Sevran (93) qui a soutenu Emman-

uel Macron à la présidentielle.

« Décevant et insuffisant », ajoute Philippe Rio, le maire PCF de Grigny,

la commune de l'Essonne d'où est parti un appel de nombreux maires en faveur d'une nouvelle politique de la ville et qui voulaient donner leur chance au rapport Borloo. Tant Stéphane Gatignon que Philippe Rio et beaucoup d'autres élus, comme Jean Touzeau, le maire PS de Lormont (33), soulignent le manque de moyens financiers et humains pour accompagner

les annonces d'Emmanuel Macron ainsi que l'absence du monde associatif, pourtant très actif dans ces territoires urbains.

L'association France urbaine qui regroupe les métropoles, les communautés urbaines et les grandes villes, s'est en revanche réjouie qu'Emmanuel Macron insiste sur leur rôle dans les politiques de logement et d'aménagement définies dans un pacte dit « de Dijon ». Mais Dijon ne suffira sans doute pas à faire prendre la mayonnaise.

sur [sudouest.fr](http://sudouest.fr)

Emploi, école, mixité sociale : retour sur 40 ans de « plans banlieues ».

# Front commun dans la fonction publique

**SOCIAL** À quelques jours de la « marée populaire », les fonctionnaires ont manifesté dans la région et un peu partout en France pour défendre conditions de travail et pouvoir d'achat

À Bordeaux, Pau, Agen ou Mont-de-Marsan, comme dans plus de 130 villes de France, quelque 139 000 fonctionnaires (selon le ministère de l'Intérieur) ont défilé hier dans les rues derrière des banderoles proclamant « Pas de république sans service public » ou réclamant un « Service public partout et pour tous ». « Il faut que ça change », assuraient des militants bordelais CGT et FSU « que ce soit à l'hôpital ou dans l'éducation, nous n'avons plus les moyens de remplir nos missions convenablement ».

## Troisième manifestation

Pour leur troisième manifestation depuis l'élection d'Emmanuel Macron, les fonctionnaires entendaient dénoncer une fois de plus « la dégradation des conditions de travail », « la mise à mal des missions publiques » ainsi que les attaques contre le pouvoir d'achat. Les sujets de frictions ne manquent pas entre les syndicats de fonctionnaires et le gouvernement.

L'annonce d'un plan de 120 000 suppressions de postes au cours du quinquennat, le retour du jour de carence ou le maintien du gel du point d'indice ont notamment suscité l'inquiétude et la colère des organisations de la fonction publique.

Pour la première fois depuis 2010, les dirigeants des cinq principaux syndicats ont défilé ensemble à Paris où de brèves échauffourées ont éclaté entre des forces de l'ordre et quelques dizaines de personnes engagées. Au total, 24 personnes ont été interpellées en marge de la mani-



Environ 500 personnes ont manifesté hier dans les rues d'Agen. PHOTO T. SURE/« SUD OUEST »

festation, et 101 autres ont été arrêtées dans le lycée Arago (XII arrondissement) dans « un premier temps pour contrôle d'identité », a précisé la préfecture. Après dispersion du cortège, plusieurs dizaines de personnes avaient pénétré dans cet établissement, avant d'en être évacuées par les forces de l'ordre.

Certaines de ces organisations appellent également à descendre dans la rue samedi pour la « marée populaire » annoncée à l'initiative d'une cinquantaine d'associations, partis et syndicats pour soutenir les mouvements sociaux en cours et « faire reculer » Emmanuel Macron.

## DANS LA RÉGION

Plus de 3 000 personnes, selon la préfecture, ont défilé hier après-midi à Bordeaux. À Pau, entre 2 000 et 3 000 manifestants ont participé à cette nouvelle journée d'action et ils étaient entre 1 500 et 2 000 à se rassembler à Bayonne, une participation inférieure à celle observée pour la précédente mobilisation. À La Rochelle, environ un millier de manifestants a défilé de la gare à la préfecture en passant par la permanence du député Olivier Falom.

Une autre manifestation avait lieu à Saintes. Un millier de personnes ont également participé à un grand tour de ville à Périgueux alors que des rassemblements étaient également organisés à Sarlat et Bergerac. Environ 500 fonctionnaires se sont retrouvés à Agen. À Mont-de-Marsan, autour de 800 personnes ont défilé dans les rues. Dans le département des Landes, le taux de grévistes dans l'enseignement du premier degré a atteint 18 %.

# Des idées pour désengorger les urgences

**SANTÉ** Un rapport préconise la régulation par téléphone « centralisée sur le 15 » et « obligatoire » pour le remboursement intégral des soins

Chargé depuis six mois d'une mission sur les « soins non programmés », le député Thomas Mesnier préconise de faire du 15 le « numéro unique de santé » qui permettra une régulation « 24 heures sur 24, 7 jours sur 7 », à la fois pour les urgences et les consultations sans rendez-vous.

Le 15 aurait ainsi vocation à absorber la « permanence des soins » assurée le soir, la nuit et le week-end par les médecins libéraux et à l'étendre « en journée et en semaine ». Finalement, les numéros à 4 ou 10 chiffres encore utilisés dans un tiers des départements, ou encore le 116 117, créé par le précédent gouvernement et testé sans grand succès depuis l'an dernier dans trois régions.

« Il faut largement simplifier tout ça », a déclaré le député (LREM) de la Charente lors d'une conférence de presse, précisant que sa proposition « laisse à part le 17 et le 18 », car la régu-

lation médicale est un sujet « très différent de la police et des pompiers ».

Le choix du 15 est cependant loin de faire consensus, comme l'ont encore démontré les quatre principaux syndicats de médecins libéraux hier en réclamant « la mise en application du numéro national unique, le 116 117 [...] seule mesure à même de résoudre le problème de l'engorgement chronique des urgences ».

Quel que soit le numéro d'appel retenu, une régulation médicale exhaustive et en continu « suppose un véritable changement d'échelle », prévient dans son rapport celui qui, jusqu'à son élection, exerçait en tant que médecin urgentiste à Angoulême.

## Des renforts attendus

Selon une étude publique de 2013, 43% des passages aux urgences sont « susceptibles d'être pris en charge

par un médecin de ville », ce qui représente potentiellement « 8,6 millions d'appels supplémentaires que la régulation devrait supporter ».

Le « numéro unique » aura donc besoin de renforts : pour traiter 5 millions d'appels en plus, il faudrait (en équivalent temps plein) 315 médecins régulateurs et 715 assistants de régulation médicale, soit « un surcoût de 96 millions d'euros ». Cette dépense serait compensée par « les économies attendues » aux urgences, où chaque passage coûte « environ 180 euros » à l'Assurance maladie.

Augmenter les effectifs ne suffira toutefois pas. Il faudra aussi que les opérateurs « disposent d'une information fiable et en temps réel » sur les hôpitaux, maisons de santé et autres cabinets médicaux disponibles sans rendez-vous. D'où l'idée d'un label, ouvrant droit à des subventions, en contrepartie de « demi-journées



Au service de régulation du Samu de Bayonne. PH. J.D.C./AISO

dédiées aux soins non programmés », sans dépassement d'honoraires et avec la dispense d'avance de frais (le tiers payant) pour les patients. Ces structures seraient répertoriées et accessibles au public sur le site Internet [sante.fr](http://sante.fr), actuellement « en phase pilote » et qui « doit couvrir le territoire national d'ici mi-2019 ».

# Il a mis en musique « 68 année érotique »

Le Cognaçais Pascal Houpert signe une création originale pour un documentaire diffusé vendredi sur France 3. Il raconte les coulisses

Le titre détourne celui d'un tube de Gainsbourg, « 69, année érotique ». Diffusé vendredi à 22 h 35 sur France 3, le documentaire « 68 année érotique » s'ajoute à la pluie de sujets autour de mai 68, en l'abordant côté fesses. « On y voit à peine une paire de seins. Juste un buste sur la plage », tempère Pascal Houpert. Le compositeur cognaçais connaît le film image par image. Il signe dix minutes de musique originale égrenées au long des 52 minutes.

Il travaille habituellement pour des « librairies musicales ». Le principe est de créer des morceaux avec des ambiances spécifiques dans lesquelles viennent puiser les auteurs de reportages, de films, de publicités... Cette fois, il s'agit d'une commande de Capa, la société qui produit le documentaire de Claude Ardid et Philippe Lagnier. « Quand tu fais composer une musique originale, tu obtiens des aides financières supplémentaires. »

## « Je colle aux images »

Les auteurs cherchaient quelqu'un capable de donner une patte « sixties ». Pascal Houpert a le savoir-faire. Les murs de son studio, à Cognac, déroulent son goût pour l'imagerie sexy des années 1960 et 1970. Des pochettes de vinyles avec des filles aux poses langoureuses, une couverture de « Playboy », de vieux téléphones ou une étonnante télévision ressem-



Pascal Houpert dans son studio cognaçais à la déco très « sixties », à l'image de ce téléviseur de 1969. PHOTO « SUD-OUEST »

blant à un casque de cosmonaute, datant de 1969...

Pascal Houpert aime jouer avec les codes. Sous le pseudo de Minimatic, il s'est fait une réputation dans une veine « electro swing », même s'il confesse un goût pour des choses plus « sombres ». Il sait mettre en mélodies « les clichés » que véhicule la France. Pour le documentaire, il avait des directives. Un passage dans le style Pink Floyd, un autre jazzy, une phrase plus mélancolique, qu'il a baptisée « Nostalgique repassage ». « Je colle aux images. C'est du sur-mesure. Techniquement, il y a de grosses contraintes. Il faut savoir garder sa place, ne jamais passer au-dessus de l'image. »

Le documentaire se nourrit de témoignages, enrobés de commentaires lus par la délicieuse voix de Re-

becca Manzoni, journaliste à France Inter. « Ce n'est pas trop « parisien ». Il n'y a pas le côté « Tout était génial pendant mai 68 ». Les gens parlent à tête reposée. Ils rayonnent. Le mot « bonheur » revient très souvent. » À une époque où le combat féministe était encore balbutiant, Pascal Houpert a été frappé par des témoignages montrant une libération de la femme dans l'alcôve... Le film montre aussi des personnes passées « à côté » du phénomène. Et un couple homosexuel qui dit que la vie n'était pas plus simple pour eux.

Pascal Houpert se verrait bien œuvrer de plus en plus pour des créations originales. Il est aux manettes pour un autre projet polyartistique, du 16 au 18 juillet, à Saint-Palais-sur-Mer (17). Un autre projet dans l'ombre.

**Philippe Ménard**

## 900 manifestants pour défendre le service public

Hier matin, 900 manifestants venus de toute la Charente ont défilé à Angoulême pour défendre la fonction publique. Il s'agit du troisième mouvement organisé, depuis septembre, dans l'objectif de faire fléchir le gouvernement « qui poursuit sa feuille de route sans rien changer », déplore Olivier Brunaud, délégué collèges et lycées pour FO en Charente. L'intersyndicale, large sur ce mouvement, déplore des salaires en berne, un statut menacé et des suppressions de postes. « Le point d'indice est passé, entre 2010 et 2018, de 4,63 € à 4,68 € », note Nicolas Legeay (Unité SGP Police FO). Il évoque aussi la baisse des effectifs. Ainsi, « à Cognac, le jour, police secours c'est une patrouille composée d'un fonctionnaire titulaire et d'un contractuel pour 22 000 habitants. Voilà ce que l'on propose en termes de sécurité à nos concitoyens ! » PH. LAÏC DEQUIER



# Le pineau des Charentes en quête de rebond

**VITICULTURE** Les ventes déclinent depuis dix ans. Le syndicat des producteurs et le comité misent sur de nouveaux marchés, mieux valorisés, et en appellent à une responsabilisation

PHILIPPE MÉNARD  
p.menard@sudouest.fr

Un joyau régional en danger ? Philippe Guérin est tenté de filer la métaphore. Il présidait hier l'assemblée générale du Syndicat des producteurs de pineau dans le cadre raffiné de l'abbaye aux Dames, à Saintes. « Comme l'abbaye, le pineau est ancré sur son territoire, il est porteur d'une histoire et d'une culture. Comme elle, il a vécu des moments difficiles. »

Voilà une dizaine d'années que les ventes s'effritent. Le vin de liqueur flirtait avec 115 000 hectolitres écoulés, il est retombé autour de 80 000 hectolitres. « Il est important de trouver des leviers pour relancer les sorties, tout en construisant l'avenir. On ne peut pas faire ça à n'importe quel prix », professe Philippe Guérin.

## Lignes de fracture

La filière est traversée par deux tendances. Deux stratégies quasiment antinomiques. Les dirigeants du syndicat, comme ceux du comité interprofessionnel, misent sur une meilleure valorisation. Ils ne veulent plus voir de flacons de ce petit cousin du cognac bradés autour de 6 euros. Mais certains acteurs continuent de privilégier une politique de petit prix, pour toucher les clients des grandes surfaces.

La grande distribution assure 60 % des ventes, certes, admet Jean-Marie Baillif, président du Comité interprofessionnel du pineau mais, pour lui, « la différenciation se fera sur d'autres marchés. C'est la même problématique pour toutes les filières. » « Demain, ces marchés n'existeront



« Glaçons, vous allez fondre ». La nouvelle campagne de promotion française du pineau des Charentes, dévoilée par le président du comité, Jean-Marie Baillif, rompt avec la tradition. PH « 50 »

pas ou plus. Ce n'est pas l'avenir », abonde Philippe Guérin.

En attendant, la grande distribution veut réduire le nombre de références sur l'étagère « à une. Pas deux, une », insiste un viticulteur qui a quitté le conseil d'administration du syndicat, en désaccord avec la ligne suivie. Il s'inquiète de voir les réserves enfler, avec le risque de peser sur les prix. « On est des chefs d'entreprise. Il y a une notion de risque. Ce risque doit être mesuré. Si les ventes ne suivent pas, il faudra réduire », répond Jean-Marie Baillif.

L'an dernier, pour lutter contre des « coups » faisant chuter les cours, le

syndicat avait opté pour une baisse du rendement à 72 hectolitres par hectare. Il a choisi de le maintenir en 2018. « Nous avons besoin de visibilité et de stabilité pour les prix et les volumes », estime Philippe Guérin.

## À chacun de jouer

Jean-Marie Baillif serait tenté d'ajouter : il faut du temps. Le Comité interprofessionnel poursuit une stratégie qui renverse les codes traditionnels. Le cabinet Quai des orfèvres a conçu une campagne de communication pour la France affichant : « Glaçons, vous allez fondre ». Avec des gla-

çons ou en cocktails, le pineau espère séduire les plus de 35 ans et les CSP+. D'où, par exemple, la refonte du cahier des charges qui prévoit un pineau « rosé » plus frais, moins sucré.

Très dépendant du marché français, le pineau lance aussi des sondes sur de nouvelles terres, notamment les États-Unis. Philippe Guérin et Jean-Marie Baillif le répètent sur tous les tons : « Nous touchons aux limites de ce qui peut être fait collectivement. » C'est aux différents acteurs de s'impliquer dans cette stratégie pour la rendre gagnante. Pour partir en reconquête, la filière doit encore convaincre en interne.

# Les caméras de protection surveillent la cité de Crouin

## SURVEILLANCE

Logelia a déployé ce dispositif dans quatre halls pour éviter les dégradations

JONATHAN GUÉRIN  
j.guerin@sudouest.fr

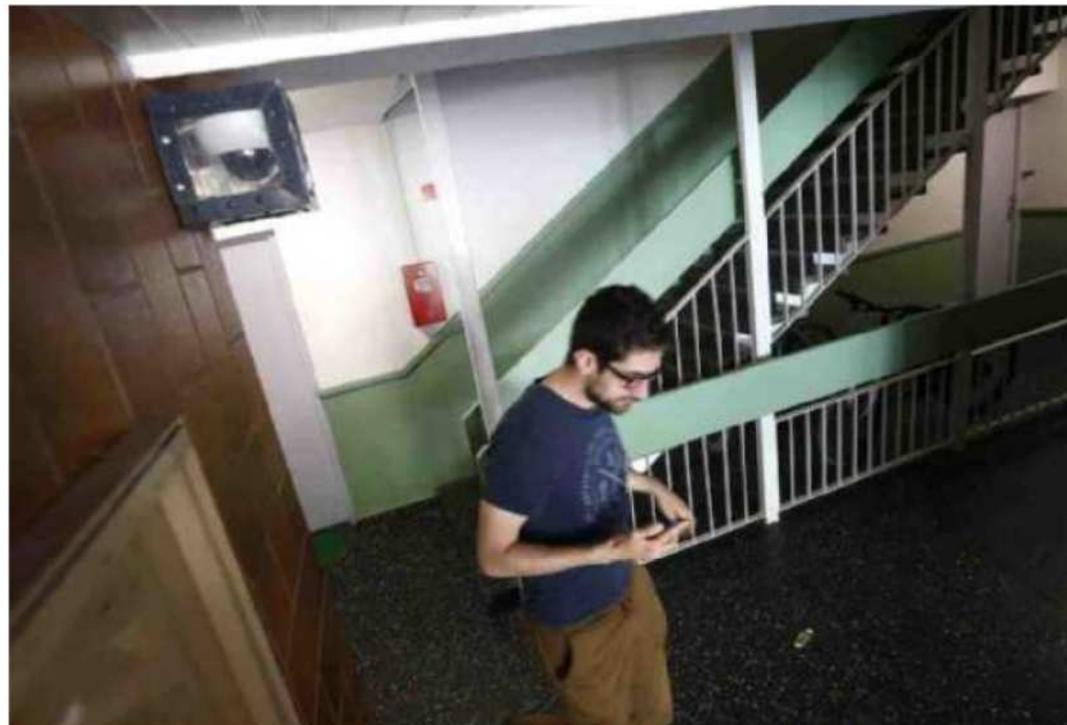
Le maire de Cognac l'a promis. D'ici la fin de l'année, une caméra de surveillance protégera le parking Marc-Marchadier. Et Michel Gourinchas est également favorable à un déploiement plus généralisé de ce système dans la ville.

En attendant, la vidéoprotection fait son apparition dans le secteur privé. Le bailleur immobilier Logelia a fait le choix d'équiper quatre halls de la cité de Crouin. « Nous avons identifié des endroits qui sont particulièrement visités et font l'objet de regroupements, explique Olivier Pucek, le directeur de Logelia. Nous y avons installé des caméras il y a quelques semaines à la demande des locataires, pour protéger leur tranquillité. »

### Des avis contrastés

Le dispositif, entouré d'une cage de métal protectrice, est presque invisible pour qui passe sans le chercher. « Je n'avais même pas vu », avoue un homme venu voir sa compagne. « Quand on est avec les copains, la caméra tourne pour nous suivre », a tout de même remarqué un petit garçon de 8 ans.

Mais est-ce nécessaire et efficace ? « Jusqu'à présent, moi, je ne laissais rien dans la cave car il y a des dégradations en permanence, raconte un habitant. Ça va peut-être calmer



Les caméras, protégées par une cage en métal, sont installées dans les halls d'immeuble. Mais tout le monde n'est pas convaincu par leur utilité. PHOTO ANNE LACALUD

« Nous sommes alertés automatiquement s'il y a un attroupement »

de la cave... » Même opinion pour ce père de famille : « Ça n'empêchera pas ceux qui veulent magouiller de faire leurs affaires. »

Thierry, lui, est favorable à cette nouveauté. « Ça va peut-être inciter les gens à être plus propres, confie-t-il. On trouve des canettes et des déchets dans le hall. Et puis certains font carrément pipi ici. Alors quand on reçoit du monde, ça donne une mauvaise image. »

le jeu. Mais là, je ne sais pas si la caméra va servir à grand-chose, car elle ne pivote pas jusqu'à l'entrée

Autant d'arguments qui ont poussé le bailleur HLM à agir. « Nous constatons que les halls servent aussi pour le trafic de stupéfiants et on y fume à l'abri, met en avant le directeur de Logelia. Or, on doit pouvoir entrer et sortir librement des immeubles, sans être effrayé. »

### Un coût jugé faible

Olivier Pucek refuse de dévoiler le mode de fonctionnement des caméras. « Nous sommes alertés automatiquement s'il y a un attroupement, nos agents interviennent ensuite », se contente-t-il de préciser. À l'en croire, le faible coût du système vidéo justifierait également son installation. « Le prix est vraiment epsilonlesque. Il faut voir

qu'en parallèle, certains halls à Angoulême ont été dégradés 23 fois de suite. »

Pour le directeur de l'organisme, pas de débat, donc, sur ce que ses détracteurs appellent péjorativement la vidéosurveillance. « Il n'y a pas de polémique à avoir. Les caméras sont efficaces selon les endroits. Quand on change une porte à code dégradée, ça nous coûte 3 000 euros ; on n'en parle pas alors que c'est beaucoup plus cher. »

Logelia précise enfin que les caméras ont fait l'objet d'une déclaration à la CNIL (Commission nationale de l'informatique et des libertés), comme la loi l'oblige. Leur présence est signalée par une pancarte à l'entrée des quatre immeubles concernés à Crouin.

# Les cognacs primés par « Spirits Business »

**CONCOURS** La revue spécialisée a décerné ses trophées 2018, dont ses prestigieux « Masters »

Dans un communiqué, la distillerie Boinaud (Angeac-Champagne) se félicite d'avoir décroché quatre médailles au concours annuel de la revue spécialisée « Spirits Business ». Ont été primées les marques De Luze Fine Champagne et Dupont Grande Champagne. La carafe De Luze XO Fine Champagne trouve mieux que l'or : le trophée « Master ».

« C'est une très belle reconnaissance pour notre maison et pour la Famille Boinaud qui travaille de la vigne jusqu'au verre », dit le service communication de la société.

Bien d'autres négociants et viticulteurs ont été primés par « Spirits Business ». Les « Masters » ont récompensé les références suivantes : Martell Cordon Bleu Extra (une série limitée, déclinaison plus luxueuse du célèbre Cordon Bleu), Cognac Frapin Cigar Blend XO, Cognac Frapin Château Fontpinot XO, Hermitage Cognac Marie-Louise Crystal Decanter, Camus Extra Dark and Intense, et enfin Camus Borderies XO Family Reserve (une carafe présentée ce printemps à Paris, Los Angeles, Moscou, Hong Kong et Tokyo).



Ci-dessus : la carafe De Luze XO Fine Champagne.  
Ci-contre : le Cordon bleu Extra de Martell. PHOTOS DR



# La CGT pour une entrée en bourse de Verallia

**ÉCONOMIE** « Mais une entrée en bourse socialement responsable ! Verallia prendrait le nouveau statut "d'entreprise à mission" », dit Dominique Spinali, élu CGT à Châteaubernard

OLIVIER SARAZIN  
o.sarazin@sudouest.fr

C'est un géant de la finance que l'on dit « alternatif, spéculatif voire vautour ». Le fonds américain Apollo Global Management veut-il déjà se séparer de Verallia, l'ancienne filiale verrière de Saint-Gobain, acquise 2,9 milliards d'euros en octobre 2015 ? Oui, c'est un secret de Polichinelle, répondent tous ceux qui connaissent le dossier...

En mars 2017, déjà, Jean-Pierre Floris, l'ancien patron de la société, déclarait au journal « La Croix » : « Apollo n'est pas un actionnaire de long terme mais veut juste gagner de l'argent sur son investissement. »

Dans un autre registre, Dominique Spinali - délégué CGT à l'usine de Châteaubernard et élu au comité central d'entreprise - ajoute aujourd'hui : « Apollo a endetté l'entreprise à hauteur de 480 millions d'euros pour se rétribuer du montant investi dans Verallia. On parle de possible introduction en bourse. Des rumeurs se font aussi insistantes sur une éventuelle cession à un autre fonds ou à un concurrent. Une certitude : Apollo est prêt à se faire une plus-value monstrueuse sur le dos des travailleurs. Mais nous avons notre mot à dire ! »

**Une tribune dans « Le Monde »**  
Ce mot a été formulé dans les colonnes du journal « Le Monde » daté du 19 mai, qui publiait une tribune cosignée par Dominique Spinali et Mohammed Oussedik, le secrétaire de la fédération CGT « verre et céramique ». Dans ce texte de deux feuillets, les syndicalistes expriment le souhait que Verallia soit parmi les premières sociétés françaises à utiliser le nouveau statut « d'entreprise à mission » proposée par la loi Pacte, afin de « garantir



**Dominique Spinali : « Verallia doit trouver un actionariat stable et responsable. »** PHOTO OLIVIER SARAZIN

son identité profonde et son indépendance».

Voici un extrait de la tribune : « Plus qu'un groupe industriel, Verallia est un symbole de notre histoire sociale. Sa filiale, la Verrerie ouvrière d'Albi (VOA), fut la toute première coopérative ouvrière en France, soutenue par Jean Jaurès. Conscient de la force de ce symbole, le candidat Macron a choisi de terminer sa campagne présidentielle en ces murs. »

Interrogé mardi matin par « Sud Ouest », Dominique Spinali confirme que la CGT est favorable à une entrée en bourse de Verallia. « Mais une entrée en bourse sociale-

ment responsable. Une cession à un autre fonds d'investissement comporterait des risques d'endettement trop lourd à supporter. Par ailleurs, la cession à un concurrent entraînerait la fermeture de nombreux sites et un véritable démantèlement du groupe. Oui, après réflexion, nous confirmons qu'une introduction en bourse procurerait les meilleures chances à Verallia », précise le syndicaliste.

Dominique Spinali dit encore que la CGT présentera ce « projet d'avenir » le 12 juin à tous les salariés. « Nous y travaillons depuis longtemps, avec le soutien d'un avocat d'affaires, M<sup>e</sup> Christophe

## CHRONOLOGIE

**DÉCEMBRE 2014** Saint-Gobain annonce mettre en vente Verallia. La filiale est présente dans 13 pays, compte environ 10 000 salariés et réalise un chiffre d'affaires de 2,4 milliards d'euros. À la verrerie de Châteaubernard (l'une de la trentaine d'usines Verallia au monde), l'émotion est vive.

**JANVIER 2015** Les ouvriers de Châteaubernard déploient une banderole géante : « Saint-Gobain nous jette aux requins de la finance. Nos emplois, nos acquis ne seront pas sacrifiés. Mobilisons-nous pour garder notre industrie verrière sur nos territoires. »

**JUIN 2015** Saint-Gobain dit être en « discussions exclusives » avec le fonds d'investissement américain Apollo.

**OCTOBRE 2015** La vente à Apollo est effective. Montant de la transaction : 2,9 milliards d'euros. BPI-France, la Banque publique d'investissement, prend 10 % du capital, pour affirmer l'ancrage français de l'industriel.

Clerc, et les experts du cabinet Acti-CE. Selon nous, Verallia doit devenir une société dite « à mission », avec un actionariat stable et responsable. La Banque publique d'investissement pourrait porter sa participation de 10 à 20 % et nous aimerions que les salariés détiennent 2 à 3 % du capital. Ils auraient ainsi droit de vote. »

Début mars, Verallia, numéro 3 mondial des emballages en verre, publiait jeudi un chiffre d'affaires en hausse de 4,5 % en 2017, à 2,47 milliards d'euros. La société a produit 16 milliards de bouteilles et pots en verre. Elle compte 32 usines dans 11 pays et environ 10 000 salariés.